

# Mouvements sociaux, réhabilitation du politique, réappropriation idéologique : l'effet CPE

*Patrick Vassort*

---

**L**a rédaction de cet article me propose un cas de figure un peu étrange puisqu'elle s'effectue sans recul, sans temps de latence entre les événements et l'analyse que je prétends produire. Elle est donc, quasiment, *in situ*. Ce désir de ne pas laisser le temps nécessaire au repos de l'esprit est lié au témoignage, partiel, bien entendu, et partial, et repose sur ce qui me semble être une nécessité d'utiliser les affects du moment pour exprimer la situation politique, même si les plus rigides des sociologues s'élèveront, sans doute avec raison, contre cette méthode peu académique. Pourtant, et c'est bien le propos, le mouvement que les médias, réducteurs pour des raisons de stratégies politiques, ont nommé d'anti-CPE, était bien plus que cela. Il me semble même que cette crise a montré une forme de retour de visibilité du politique et surtout des rapports de forces. Je ne voudrais pas faire comme ceux qui voient au travers de chaque événement social ou politique la disparition des idéologies ou la réapparition du politique mais il me semble que la situation permet d'oublier certaines théories tout à fait aléatoires pour revenir sur des effets de réalités avérées et indiscutables.

Les dernières années avaient pourtant fait croire, effectivement, à cette disparition du politique. Plusieurs raisons permettaient d'aller dans ce

sens : la baisse de l'intérêt des électeurs pour les élections, la baisse du nombre de jours de grève, la montée de ce que l'on nomme l'individualisme, le désintérêt croissant pour les institutions politiques (partis, syndicats...). Les derniers grands mouvements sociaux dataient de 1995 et depuis, seules les grandes manifestations contre le ministre de l'Éducation nationale Claude Allègre et celle du 21 juin 2002, qui visait à manifester contre l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles, avaient permis de croire encore à de potentielles mobilisations politiques. En ce qui concerne le monde étudiant, rien n'apparaissait aussi fort que le mouvement de novembre-décembre 1986 contre le projet Devaquet et, à plus forte raison, que celui de mai 1968. Alors, comme à chaque fois que l'on se met à craindre l'absence du politique, celui-ci revient. Car il s'agit bien de cela dans le mouvement étudiant et lycéen de ce printemps 2006. Si les hommes politiques et les journalistes voyaient dans ce mouvement les intérêts et les peurs individuels, le mouvement lui-même dépassait largement cela et, à l'heure où je rédige, les braises ne sont toujours pas éteintes. Le CPE (Contrat première embauche), en effet, n'est finalement qu'une partie des revendications des étudiants qui avaient pour mot d'ordre retrait du CPE, du CNE (Contrat nouvelle embauche) et de la loi dite d'égalité des chances et ce, dans le cadre d'une lutte organisée contre toutes les formes de précarité. Ce que ces dirigeants politiques et journalistes ont scotomisé, c'est le fait que le mouvement s'inscrivait également au sein d'une réflexion globale sur les formes de dominations sociales, politiques et économiques et, qu'en tant que tel, il relançait le début d'une réflexion sur les classes sociales et la lutte des classes puisque, comme le rappelle Albert Memmi, « nous savions déjà que tous les opprimés se ressemblaient ; le Colonisé, le Juif, le Pauvre, la Femme, par delà leurs traits individuels et leurs histoires spécifiques ont un air de parenté : tous ils subissent un joug, qui laisse des traces analogues dans leurs conduites. La même souffrance appelle souvent les mêmes gestes, les mêmes crispations intérieures ou les mêmes grimaces, les mêmes angoisses ou les mêmes révoltes. »<sup>1</sup> Ce qu'Albert Memmi souligne ici avec détermination, c'est que la situation de dominé génère des souffrances, des angoisses et, bien entendu, des révoltes communes. Or, la condition de dominé n'a pas disparu avec la société dite post-industrielle. Elle est au contraire bien vivante au point où les réformes universitaires et du statut du travail font craindre la construction d'une vaste prolétarianisation des employés du secteur tertiaire diplômés d'études supérieures<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Albert Memmi, *L'Homme dominé. Le Noir – Le Colonisé – Le Prolétaire – Le Juif – La Femme – Le Domestique*, Paris, Gallimard, 1968, p. 24.

<sup>2</sup> Voir Nicolas Oblin et Patrick Vassort, *La Crise de l'Université française. Traité critique contre une politique de l'anéantissement*, Paris, L'Harmattan, 2005.

Christophe Dejours a largement démontré combien la compétition dans les milieux professionnels pouvait générer de violences et de pathologies<sup>1</sup> et combien elle permettait de banaliser l'injustice sociale<sup>2</sup> rejoignant de la sorte les théories d'Albert Memmi. Le processus proposé par Dejours décrit l'engrenage qui mène aux nouvelles formes de pauvreté et aux stratégies de défense contre les souffrances, les peurs qui, petit à petit, colonisent le quotidien de ceux qui subissent les lois de la compétition, de la flexibilisation, de la précarisation, de la mobilité croissante des travailleurs. Ce que l'auteur montre, c'est que la mise à distance par rapport aux victimes est une manière de nier la peur et de débarrasser sa conscience de la responsabilité collective et individuelle vis-à-vis de ceux qui subissent le plus directement les affres de la politique capitaliste libérale qui se propose, aujourd'hui, comme seule forme de modernité.

C'est pour cela que le mouvement étudiant de ce printemps est important. En effet, il ne vise pas à défendre de simples intérêts lycéens et étudiants, mais à se positionner dans un mouvement politique global et à créer des formes d'opposition, des luttes contre des formes de domination. C'est en cela que ce mouvement est dans le même temps une réhabilitation du politique et une réappropriation idéologique car il s'agit bien de construire des rapports de forces politiques afin de positionner des idées, des visions du monde en fonction et contre les normes politiques dominantes. Ceci remet en cause toutes les théories postmodernes.

## Disparition de la postmodernité

Parmi les théoriciens de la disparition des idéologies ou du politique se trouvent, évidemment, les théoriciens de la postmodernité. Cette théorie, portée par l'individualisme, le développement des technologies, la post-industrialisation et la disparition du communisme comme forme du capitalisme d'État, s'est développée dès la fin des années soixante-dix en Europe. Au cœur de cette théorie postmoderne se trouvent la critique de la modernité et l'échec de celle-ci concernant sa mission d'émancipation politique et économique. Pour les tenants de la théorie postmoderne, les contradictions internes de la société moderne annoncent la fin supposée du mouvement moderniste<sup>3</sup> car la crise de cette société n'a pas permis de trouver des solutions capables de résoudre les tensions internes. Ainsi la rationalisation de l'entreprise capitaliste, comprenant le

---

<sup>1</sup> Voir Christophe Dejours, *Travail, usure mentale*, Paris, Bayard, 2000.

<sup>2</sup> Voir Christophe Dejours, *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.

<sup>3</sup> Voir Christian Ruby, *Le Champ de bataille post-moderne/néo-moderne*, Paris, L'Harmattan, 1990.

procès de production capitaliste, dont la philosophie principale est la lutte de tous contre tous afin de poursuivre la finalité qu'est le rendement humain et capitaliste, se trouve en rapports interpénétrés avec les appareils stratégiques capitalistes<sup>1</sup> qui regroupent les appareils bureaucratiques, idéologiques et répressifs. Les événements marquants du XX<sup>e</sup> siècle viennent appuyer cette théorie car il est difficile d'affirmer que les deux guerres mondiales, séparées par la crise de 1929, la montée des fascismes, du nazisme, les camps de concentration et d'extermination, les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, l'accident de Tchernobyl, ne sont pas ce que l'on a fait de pire en un siècle. Est-ce le rapport à ce que l'on définit généralement comme l'accélération des événements ? Peut-être, mais comment ne pas voir ici le résultat pervers du processus dialectique civilisationnel ? Comme le remarque Ulrich Beck, la modernité a réussi, sous couvert de progrès techniques et scientifiques, sous couvert de recherche de bonheur, d'amélioration du mode de vie, de la disparition des souffrances, d'allongement de l'espérance de vie, à générer l'incroyable situation où l'homme peut faire disparaître en une seule seconde toute vie et le support de celle-ci, le globe terrestre<sup>2</sup>. Marque de sa toute-puissance sur l'humanité, le monde animal et environnemental, la science moderne a placé l'homme dans une situation de fragilité extrême.

Ce sont ces conditions qui ont permis l'émergence de la théorie postmoderne et une résurgence de l'individualisme. Puisque les conditions ne semblent plus réunies pour croire en un destin collectif, commun, puisque les grands récits, la notion d'universalité proposée par les Lumières ne semblent plus être en mesure de participer de la construction d'un monde meilleur, plus juste, alors il est devenu possible, pour un certain nombre de théoriciens, de penser le devenir différemment, autour des découvertes techniques, scientifiques et de la communication. L'informatique, notamment, a permis d'opérer un changement dans le tissu relationnel entre l'homme et la science, entre l'homme et la technique, entre l'homme et la machine, entre les hommes eux-mêmes. Jean-François Lyotard écrit à ce propos qu'«il est raisonnable de penser que la multiplication des machines informationnelles affecte et affectera la

---

<sup>1</sup> Voir Patrick Vassort, « Appareils stratégiques capitalistes (A.S.C.) et olympisme », in *Illusio*, n° 1, (« Jeux olympiques – Jeux politiques »), Revue *Illusio*, Caen, juin 2004 ; et Nicolas Oblin et Patrick Vassort, *La Crise de l'Université française. Traité critique contre une politique de l'anéantissement*, op. cit.

<sup>2</sup> Voir Ulrich Beck, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 1986 ; Voir également Patrick Vassort, « Guerre et risques de guerre », in Yves Dupont (sous la direction de), *Dictionnaire des risques*, Paris, Armand Colin, 2003 où l'on voit comment les sciences et les techniques servent à développer aussi les armes futures afin de tuer plus sûrement, mieux, plus rapidement et plus discrètement.

circulation des connaissances autant que l'a fait le développement des moyens de circulation des hommes d'abord (transports), des sons et des images ensuite (média) »<sup>1</sup>. La postmodernité est présentée comme un champ de liberté et d'expression, d'épanouissement et d'autonomie individuelle généralisée puisque au sein de cette *doxa* « la nouveauté est que dans ce contexte les anciens pôles d'attraction formés par les États-nations, les partis, les professions, les institutions et les traditions historiques perdent de leur attrait. Et ils ne semblent pas devoir être remplacés, du moins à l'échelle qui est la leur. La Commission tricontinentale n'est pas un pôle d'attraction populaire. Les "identifications" à des grands noms, à des héros de l'histoire présente, se font plus difficiles »<sup>2</sup>. Le détachement, la destruction des affiliations et des référents est symptomatique de la démarche postmoderne. C'est d'ailleurs ce que prétend Jean Baudrillard lorsqu'il annonce que « c'est peut-être une gageure, un défi, mais je me suis dit que dans le mesure du possible, à la limite, je pense dans le vide. J'essaye de penser dans le vide, c'est la seule chance qu'il y ait une espèce d'expansion possible. Sinon on croule sous les références, on croule sous l'histoire des idées, on croule sous les influences »<sup>3</sup>. L'idée de postmodernité réfute donc les notions de déclin ou de régression, mais également celle des référents ou des identifications collectives qui reposent sur les grandes théories modernes. Elle développe, par contre, l'idée d'une société plus démocratique<sup>4</sup> de par les déstructurations et disparitions des « pôles d'attraction ».

Pourtant, force est de constater aujourd'hui que, contrairement à ce qu'imaginait Lyotard, ce qui devait être la marque de la postmodernité, à savoir qu'outils et machines informatiques devaient servir le développement du savoir et de la démocratie, l'épanouissement individuel et collectif, se transforme en échec. En effet, l'utilisation de ces machines et outils s'inscrit dans la droite ligne des traditions modernes d'aliénation de l'homme et de son asservissement au développement technique et scientifique pour le développement du capital et de la domination de classe. L'ordinateur et le net ne transforment et ne modifient pas la nature des rapports de

---

<sup>1</sup> Jean-François Lyotard, *La Condition postmoderne*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979, pp. 12-13.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 30.

<sup>3</sup> Jean Baudrillard, « L'art de la disparition », in *Prétentaine*, n° 5, (« Philosophie et postmodernité »), Montpellier, Université Paul Valéry, mai 1996, p. 124.

<sup>4</sup> Voir les travaux d'Alain Ehrenberg, *Le Culte de la performance*, Paris, Calmann-Lévy, 1991 ; et ceux de Christian Bromberger, Alain Hayot, Jean-Marc Mariottini, *Le Match de football. Ethnologie d'une passion partisane à Marseille, Naples et Turin*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1995 ; puisque les uns comme les autres voient dans la compétition sportive, c'est-à-dire névrotique, la marque par excellence de la démocratisation du monde. Cela n'est pas sans rappeler les pires théories du darwinisme social...

domination, ils la font perdurer en la renforçant puisque le net est une entreprise technique de vulgarisation et souvent de destruction des savoirs, d'abrutissement des masses et, bien sûr, un outil de perversion de toutes les pulsions ainsi que de surveillance politique.

Mais, sur ces théories qui visaient à définir l'étape ultime du développement humain par l'émergence de la vraie démocratie, un deuxième axe s'est structuré et développé autour de théories opportunistes qui concernaient la fin de l'histoire, la fin des idéologies, la fin de l'homme<sup>1</sup>. Aujourd'hui, ces apports théoriques ont fait long feu puisque ces concepts qui reposaient principalement sur l'idée que les hommes ne développeraient plus de grands récits, de grands destins, de grandes idéologies sont rejetés par le rapport à la réalité et ces théories des « fins » qui reposaient également sur la supposée fin du politique, sont repoussées par la visible existence de ce politique<sup>2</sup>.

Il est possible, ces dernières années, de trouver les marques visibles de ce politique et de l'événement puisque la théorie des « fins », fin de l'histoire, fin du politique, fin de l'homme, reposait sur ce que certains ont nommé « la grève des événements ». Or cette grève, à laquelle je ne crois pas, n'est plus d'actualité puisque, visiblement, les événements sont présents et proposent des lectures de nos systèmes politiques, économiques et sociaux différents de ce qu'elles étaient il y a une dizaine d'années. Les grands destins, les grandes idéologies, sont à nouveau à l'ordre du jour, tout comme le devenir de l'homme sur la planète. Les différentes formes de pollution – air, terre, eau – polluent dans le même temps les formes politiques existantes et les renvoient à leur obsolescence. Si les technosciences sont le résultat de projets politiques, si elles sont, sous couvert de rationalité et de progrès, le récit de la légitimation de l'ordre établi<sup>3</sup>, alors les porteurs des théories postmodernes se seront trompés sur tous les grands concepts qu'ils auront défendus dans le sens où la technique ne porte pas intrinsèquement les prémisses de la démocratie par l'apport des savoirs que cela comporte et qu'elle n'est pas la fin de l'histoire ni des grands récits ou destins. La postmodernité tend donc à disparaître, tout en discréditant une palanquée de chercheurs opportunistes qui, malgré les vents contraires se rattachent à des branches flexibles leur permettant de retourner dans le jeu

---

<sup>1</sup> Voir, en particulier, les travaux de Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

<sup>2</sup> Je ne parlerai pas du retour du politique car faudrait-il encore être certain que celui-ci eût disparu ce qui, en l'espèce, n'est pas le cas. Mais cette possibilité a effrayé de nombreux politistes ou sociologues, même éloignés des théories postmodernes. Il est possible, pour exemple, de citer Pierre Birnbaum, *La Fin du politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1975 qui évoque « le déclin de la théorie politique ».

<sup>3</sup> Voir Lucien Sfez, *Technique et idéologie. Un enjeu de pouvoir*, Paris, Éditions du Seuil, 2002.

théorique, l'honneur égratigné mais pas perdu. C'est ainsi que Gilles Lipovetsky passe de la postmodernité à l'hypermodernité<sup>1</sup>, évoquant l'air du temps postmoderne des années 80, que Zygmunt Bauman signale l'existence d'une « modernité liquide »<sup>2</sup> forme de modernité avancée et synonyme de ce qu'il appelait jusque là postmodernité ou société moderne détraditionnalisée, qu'Ulrich Beck parle d'« une société *semi*-moderne »<sup>3</sup>, que François Dubet énonce le concept de « modernité tardive »<sup>4</sup>. Autant de concepts qui visent à faire « surfer » les sociologues sur l'air du temps, des modes et qui visent également à la reconnaissance individuelle. Car, à bien y regarder, ce que visent ces sociologues n'est ni plus ni moins que de montrer le processus de modernisation de la société née de la révolution industrielle avec sa forme dialectique. Je notais, en 1996, les contradictions portées par la modernité dans son processus capitaliste de développement en rapport aux écrits de Jürgen Habermas<sup>5</sup> : « Cette approche [celle d'Habermas] fait apparaître les contradictions flagrantes de la modernité à travers le système libéral-capitaliste, à savoir l'internationalisation du pouvoir économique par la mobilisation des ressources et des capitaux dans le but d'obtenir de meilleurs rendements d'une part, et d'autre part, la défense de l'identité nationale, de la participation politique individuelle, de l'instruction publique et donc, dans une certaine mesure, de l'universalisation du savoir. Mais toutes ces propositions génèrent elles-mêmes des contradictions. L'internationalisation du pouvoir économique et la recherche du plus grand rendement, par exemple, entraînent dans le même temps une atomisation des tâches sur les postes de travail grâce à la science et à la technicité grandissante des outils mis à disposition. Nous entrons dans le cercle où "l'infiniment" grand, le pouvoir économique international, génère "l'infiniment" petit, l'individu producteur dégagé de tous liens humains au sein de la chaîne de production, perdant de la sorte son identité corporative et ses capacités de lutte politique au sein de la sphère économique. De la même manière, un savoir allant dans le sens de l'universalisation risque d'entraîner une baisse d'efficacité des idées nationales et donc de l'encadrement politique différencié. Enfin, et dernière contradiction, mais sans doute la plus fondamentale, la modernité en arrive au point où la technique et la science, créées dans le but de fournir les moyens nécessaires à la satisfaction des besoins de l'humanité, poussent le

---

<sup>1</sup> Gilles Lipovetsky, *L'Ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1993 ; Gilles Lipovetsky et Sébastien Charles, *Les Temps hypermodernes*, Paris, Grasset, 2004.

<sup>2</sup> Voir Zygmunt Bauman, *Liquid Modernity*, Cambridge, Polity, 2000 ; et Yves Bonny, *Sociologie du temps présent. Modernité avancée ou postmodernité ?*, Paris, Armand Colin, 2004.

<sup>3</sup> Ulrich Beck, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 1986, p. 29.

<sup>4</sup> François Dubet, *Le Déclin de l'institution*, Paris, Éditions du Seuil, 2002, p. 52.

<sup>5</sup> Voir Jürgen Habermas, *Le Discours philosophique de la modernité*, Paris, Gallimard, 1988.

capital, qui a besoin pour sa survie de se reproduire, à exploiter et à dominer la plus large partie de celle-ci grâce à ce développement technique et scientifique réclamé par la raison »<sup>1</sup>. Les notions « d'hypermodernité », de « fluidité », de modernité « détraditionnalisée », de modernité « tardive », se perdent dans le processus interne de développement de la modernité dont la logique financière et politique ne peut que mener à cette crise qui est la finalité même de la modernité portée par les révolutions bourgeoises des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles en Europe.

De ce fait, les événements de ces derniers mois ou de ces dernières années servent également d'analyseurs, non pas de la réapparition de la modernité ou de la transformation radicale de cette dernière – certains pourraient défendre le processus d'individualisation comme une rupture dans le tissu social et politique, ce qui ne semble pas juste – mais du processus du développement politique moderne avec ses luttes de classes et pour la domination catégorielle d'individus sur d'autres individus. Ces formes de luttes se sont transformées avec le procès moderne de civilisation mondialisée.

Parmi les événements analyseurs, quelques-uns le sont sans doute plus que d'autres mais il ne s'agit pas là de produire une quelconque classification car d'autres événements que ceux choisis ici pourraient permettre de mettre au jour les mêmes conclusions. Il en va ainsi de la guerre en Irak, de la dérive du vaisseau Clémenceau, de la lutte contre les OGM (Organismes génétiquement modifiés) par exemple.

Le premier événement que j'évoquerai est celui des attentats contre les Twin Towers car, plus que l'attentat lui-même, c'est l'effondrement de ces tours qui reste le symbole le plus fort, le plus violent de cette action terroriste. Les attentats du 11 septembre 2001, dans toute leur atrocité, sont la marque de la toute-puissance technique et scientifique des États-Unis qui vacille, dans cette grandiose architecture du World Trade Center qui s'effondre et dans le choix de l'arme, un avion, symbole des transports aux États-Unis, de la victoire sur l'espace et le temps. Autrement dit l'ordre mondial s'est brutalement trouvé aux prises avec des forces antagonistes qu'il a lui-même créées, une forme d'*Alien*, de corps étranger dans le corps total de la toute-puissance et qui possède des forces diffuses. Bien plus que le retour de l'événement, c'est la marque même de l'existence du politique puisque les attentats sont une nouvelle forme de conflits

---

<sup>1</sup> Patrick Vassort, « Modernité dégradante ou Postmodernité des gradés », in *Présentaine*, n° 5, (« Philosophie et postmodernité »), Montpellier, Université Montpellier III Paul Valéry, mai 1996, p. 198.

guerriers mais également la continuation des rapports politiques par d'autres moyens<sup>1</sup>.

Le deuxième événement pourrait être le vote des électeurs français et néerlandais lors des référendums sur le traité constitutionnel européen. En ce qui concerne le cas de figure français, il est remarquable que cette consultation représente une première dans le sens où l'ensemble des principaux partis politiques de gouvernement, de droite comme de gauche (UMP, UDF, PS...), la majorité des médias et des journalistes politiques défendant la position du « oui », n'ont pas été suivis par la majorité des électeurs qui a finalement choisi le « non ». La défiance de la population et la « prise en main de son destin », malgré la méconnaissance certaine des véritables conséquences de ce vote, donnent à penser que des formes, des actions, de nouvelles théories politiques peuvent émerger sur la connaissance ou la reconnaissance des mensonges, des structures, des institutions politiques habituels. Ce vote est également la marque et la recherche d'idéologies permettant de s'opposer à l'idéologie libérale dominante, à la marchandisation généralisée du monde.

Le troisième événement est la mobilisation contre le CPE (Contrat première embauche), qui, en France, a donc été l'occasion d'une lutte sociale d'une importance sans équivalent depuis 1995. C'est sur ce troisième événement que j'aimerais m'attarder en faisant néanmoins un détour sur la résurgence des formes et des valeurs idéologiques.

---

<sup>1</sup> Il ne s'agit nullement de faire l'apologie de cette méthode mais juste de remarquer que la toute-puissance américaine ne laisse pas beaucoup de choix, et finalement risque de provoquer des réactions terroristes, lorsqu'il s'agit de s'opposer à sa doctrine politique, à ses méthodes économiques et à son modèle social qui visent à l'extension mondiale. Voir Patrick Vassort, « Guerre et risques de guerre », in Yves Dupont (sous la direction de), *Dictionnaire des risques*, *op. cit.*

## Réappropriation de l'idéologie

Le *credo* de la disparition des idéologies est celui de la disparition de l'homme ou de la fin de l'histoire. Pourtant le paysage idéologique contemporain n'est pas vierge de projets et d'appareils. Seul, évidemment, le « capitalisme démocratique et libéral » trouve grâce aux yeux de nombreux intellectuels et économistes, puisqu'il semble, pour ces derniers, que ce système est encore « le pire des systèmes en dehors de tous les autres » mais, de ce fait, il apparaît presque comme une non idéologie.

La démocratie s'inscrit alors naturellement hors des idéologies mais dans le sein du capitalisme libéral qui devient à son tour non idéologique. De ce fait, le système politique mondial semble aujourd'hui, mis à part quelques enclaves archaïques, protégé des démons du XX<sup>e</sup> siècle, fascisme, communisme stalinien, totalitarisme. Mieux, sans doute, le capitalisme démocratique libéral se donne pour mission, au travers de son axe économique, le marché mondial, la démocratisation du monde.

Le fonctionnement des interrelations politiques pensées de la sorte nous conduit naturellement à une forme de darwinisme social et politique qui rendrait objectif, naturel et déterminé le processus de développement et d'évolution politique. Il s'agit pratiquement d'un retour au positivisme d'Auguste Comte et à sa théorie des trois états et de l'invariabilité des lois naturelles conçues comme règles de fonctionnement et d'évolution de la société<sup>1</sup>. Or, et ce n'est pas une surprise, l'économisme ambiant et dominant est un retour certain au positivisme. Théoriser l'existence d'un *homo aeconomicus* c'est aussi figer, *a priori* définitivement, toutes les formes idéologiques civilisationnelles, les rendre inopérantes et inutiles puisque s'impose « naturellement », selon les lois du développement sociétal et politique, la seule forme de vie politique possible (le capitalisme démocratique et libéral). Cette théorie postmoderne de la vie non idéologique (mais « naturelle ») fait pourtant l'impasse sur quelques réalités. Ainsi, contrairement à ce qu'affirme cette posture, les idéologies sont sans doute plus prégnantes que jamais car elles sont portées par des institutions internationales qui visent à définir la politique mondiale. Ainsi en va-t-il d'organisations telles l'OCDE, la Banque mondiale, ou la Commission européenne qui incitent à mettre en place des politiques de l'éducation ouvertement tournée vers le libéralisme le plus débridé<sup>2</sup>. Ce qui permet de dire que la construction politique des interrelations entre ces organisations internationales et les gouvernements des différents États nationaux est bien

---

<sup>1</sup> Voir Auguste Comte, *Cours de philosophie positive*, vol. I, Paris, Anthopos, 1968.

<sup>2</sup> Nicolas Oblin et Patrick Vassort, *La Crise de l'Université française. Traité critique contre une politique de l'anéantissement*, *op. cit.*

le résultat d'idéologies, c'est-à-dire de théories et de valeurs produites par les sujets sociaux qui sont déterminées par les rapports de production, les rapports sociaux et les différentes formes de domination. Pourtant, et c'est la force de l'idéologie contemporaine, l'idéologie qui repose sur une fausse conscience a l'apparence de la réalité. Ainsi l'idéologie bourgeoise qui produit l'idéologie et la notion démocratique est censée apporter à tous les hommes la liberté et l'égalité alors que la réalité des processus de production mondialisée et des rapports sociaux confinent la très grande majorité de la population mondiale dans une situation d'extrême pauvreté et de dépendance absolue à l'égard des détenteurs du capital. « L'idéologie a donc une apparence, une réalité et une fonction »<sup>1</sup>.

Il est donc utile de comprendre ce qu'est l'idéologie. Ainsi Guy Rocher définissant l'idéologie pour les « sociologues contemporains » écrit-il que ces derniers « emploient généralement ce terme pour désigner un *système d'idées et de jugements, explicite et généralement organisé, qui sert à décrire, expliquer, interpréter ou justifier la situation d'un groupe ou d'une collectivité et qui, s'inspirant largement de valeurs, propose une orientation à l'action historique de ce groupe ou de cette collectivité* »<sup>2</sup>. Mais Guy Rocher, comme le note Claude Panaccio, désire, au travers de cette définition, mettre en place un « concept évaluativement neutre »<sup>3</sup>, qui est finalement une incompréhension de l'idéologie. Or cette démarche renforce les postures postmodernes car ne donne aucune grille de lecture sur les orientations, les outils, les formes, les appareils et les structures, les institutions. Cette neutralité axiologique correspond également à la pensée postmoderne.

La proclamation de la mort ou de la disparition des idéologies est le processus idéologique le plus puissant puisque de la sorte on évite le dépassement de celles-ci, la conscientisation, la compréhension de ce qu'est l'implication et les formes dialectiques d'élucidation de l'être et de sa présence au monde. Ainsi la meilleure des idéologies est celle qui passe pour ne pas en être une, celle qui évite ainsi la critique car, comme le note Nicole Laurin-Frenette, « la critique est la seule authentique science (et théorie) de l'idéologie. Critique du langage et de ses discours ; subversion du pouvoir du signifiant et ainsi du pouvoir comme tel, dans ses multiples formes, en ses différents lieux et sous ses diverses figures – pouvoir de la classe dominante, pouvoir de l'État, pouvoir du sexe masculin, pouvoir des

---

<sup>1</sup> Jean-Marie Denquin, *Science politique*, Paris, PUF, 1985, p. 196.

<sup>2</sup> Guy Rocher, *Introduction à la sociologie générale*, tome 1, (« L'action sociale »), Paris, Éditions HMH, 1968, p. 127.

<sup>3</sup> Claude Panaccio, « Problématique de l'analyse des idéologies », in Claude Savary et Claude Panaccio, *L'Idéologie et les stratégies de la raison. Approches théoriques, épistémologiques et anthropologiques*, Québec, Éditions Hurtubise HMH, 1984, p. 38.

nations développées »<sup>1</sup>. Or le meilleur moyen pour l'idéologie d'éviter la critique est de ne pas apparaître comme telle.

Les questions de dominations ou d'oppressions se posent inévitablement au sein de la totalité sociale. Quelles réponses peuvent être apportées aux désirs de justice, d'égalité, de dignité, aux luttes pour l'obtention d'une plus grande liberté, de droits plus nombreux etc. ? La réponse contemporaine dominante est la suivante : autocontrôle. Mais la notion de l'autocontrôle, qui relève de la vulgate postmoderne, permet plus que jamais de faire croire à l'aspect naturel du système capitaliste démocratique et libéral, à l'aspect naturel et fatal du discours légitimant ce système. L'idéologie, en tant que fausse conscience, vise à dresser des murs d'incompréhension entre les acteurs sociaux et les événements, tels qu'ils se présentent dans le réel, en permettant d'élaborer une grille d'interprétation par l'intermédiaire de discours, de schémas simplistes, dont le sens repose sur des connaissances partielles de la réalité, sur des images choquantes qui captent l'individu et donnent sens à son interprétation politique du monde. Pierre Zima écrit que « le discours idéologique (en tant que fausse conscience) est un discours dualiste, monologique et "naturaliste" qui nie sa propre contingence et se présente implicitement ou explicitement comme identique au réel. Luis J. Prieto définit le discours idéologique comme un énoncé identificateur et "naturaliste" incapable de concevoir la connaissance humaine comme un processus de construction : "Nous appellerons 'idéologie' tout discours se référant à une connaissance de la réalité matérielle qui vise à 'naturaliser' cette connaissance c'est-à-dire à l'expliquer ou à la faire apparaître comme étant la conséquence nécessaire de ce qu'est son objet". Ajoutons que le discours "naturaliste" et identificateur est nécessairement monologique et dualiste, car il affirme de manière implicite ou explicite qu'il est identique au réel, qu'il détient donc la vérité et que toute opinion le contredisant (donc toute *altérité*) est *ipso facto* fausse »<sup>2</sup>. Puis, rejoignant Nicole Laurin-Frenette, Pierre Zima précise qu'« on peut définir le discours théorique et critique comme l'envers inévitable de l'idéologie »<sup>3</sup>.

L'idéologie et ses appareils doivent permettre de mener les différentes composantes de la société globale vers l'autocontrôle. Pour cela, les stratégies discursives deviennent de plus en plus visibles, agressives et déplacées. L'exemple le plus significatif est celui des grèves de transports en

---

<sup>1</sup> Nicole Laurin-Frenette, « Contre les théories de l'idéologie », in Claude Savary et Claude Panaccio, *L'Idéologie et les stratégies de la raison. Approches théoriques, épistémologiques et anthropologiques*, op. cit., p. 32.

<sup>2</sup> Pierre V. Zima, *Théorie critique du discours. La discursivité entre Adorno et le postmodernisme*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 118.

<sup>3</sup> *Ibidem*.

commun où régulièrement des individus de tous poils viennent expliquer que les usagers sont pris en otages. Nous sommes là dans un effet de propagande politique perverse qui vise à l'autocontrôle des grévistes en faisant appel à une notion – l'otage – qui est synonyme de violence, d'élaboration du politique par confiscation des libertés, de la dignité et des droits. De ce fait, les hommes politiques utilisant cette terminologie distordent les significations réelles de ce que sont l'otage, le droit de grève et la lutte des classes. Ce qui est visé, entre autre, c'est le processus croissant d'autocontrôle des travailleurs qui pourraient de la sorte craindre l'isolement politique et le jugement de leurs contemporains. Quant à l'autocontrôle en lui-même, sa finalité reste la domination. Ainsi, pour Karl Korsh, l'idéologie est « une caractéristique du phénomène générique de la domination et de la servitude. Saisir l'idéologie, c'est révéler le mécanisme par lequel cette forme de réalité se cristallise – l'idéologie est en effet un processus, elle n'est pas une donnée objective et statique »<sup>1</sup>. Le processus implique donc, dialectiquement, le mouvement et l'altération de l'idéologie par le réel et du réel par l'idéologie. L'idéologie ne reste pas au niveau de l'idée mais se matérialise au travers de diverses fonctions. Jean Baechler, pour sa part en définit cinq : les fonctions de ralliement, de justification, de voilement, de désignation et de perception<sup>2</sup>.

Ainsi l'idéologie, de par ses fonctions, détermine les formes de dominations et de servitudes et, pour le sujet, l'assujettissement ainsi que la résistance à l'assujettissement. « En d'autres termes, si l'évidence, la certitude, le voile et l'aveuglement sont l'endroit de l'idéologie, le doute l'interrogation, la critique et la subversion en sont l'envers »<sup>3</sup>. C'est au sein de l'idéologie et dans la résistance à cette dernière que se trouvent le sens et la signification même de l'être et de la vie sociale. « Le dehors de l'idéologie n'est que silence, vide et, pour la conscience, absence d'elle-même et du monde »<sup>4</sup>. Il n'y a donc pas de possibilité d'échapper à l'idéologie. Celle-ci s'impose au corps social dans sa totalité mais elle est travaillée par les classes sociales de manière à lui donner sens et à organiser les formes de dominations ou de résistance. Mais, comme le note Karl Marx, « les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance *matérielle* dominante

---

<sup>1</sup> Sami Naïr, « Idéologie et marxismes », in Centre d'étude de la pensée politique (sous la direction de Gérard Duprat), *Analyse de l'idéologie*, tome 2, (« thématiques »), Paris, Galilée, 1983, p. 15.

<sup>2</sup> Voir Jean Baechler, *Qu'est-ce que l'idéologie ?*, Paris, Gallimard, 1976.

<sup>3</sup> Nicole Laurin-Frenette, « Contre les théories de l'idéologie », in Claude Savary et Claude Panaccio, *L'Idéologie et les stratégies de la raison. Approches théoriques, épistémologiques et anthropologiques*, op. cit., p. 32.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 33.

de la société est aussi la puissance dominante *spirituelle*. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit se sont les idées de sa domination. Les individus qui constituent la classe dominante possèdent, entre autres choses, également une conscience, et en conséquence ils pensent ; pour autant ils dominent en tant que classe et détermine une époque historique dans toute son ampleur, il va de soi que ces individus dominent dans tous les sens et qu'ils ont une position dominante, entre autre, comme êtres pensants aussi, comme producteurs d'idées, qu'ils règlent la production et le distribution des pensées de leur époque ; leurs idées sont donc les idées dominantes de leur époque »<sup>1</sup>. L'intérêt de ce que note Karl Marx est, sans jeu de mots, capital. Car la classe dominante est dominante car elle impose son idéologie mais cela signifie aussi et surtout ces modes et ses processus de production et de distribution matérielle mais également intellectuelle dans le sens où cette classe produit également des idées et impose les formes du savoir, de l'éducation et des transmissions. Les luttes qui s'organisent autour de l'université sont le résultat de cette conscience montante qui pointe une organisation universitaire s'élaborant autour des besoins du monde capitaliste et une organisation contractuelle du travail qui permettrait les meilleurs rendements financiers et capitalistiques imposant un rapport de domination en défaveur croissante pour les classes dominées.

L'existence des idéologies n'est, actuellement, plus douteuse car le processus idéologique est interne au mouvement dialectique de l'existence sociale et de toutes ses dimensions, de ses luttes, de ses conflits, de ses différends et désaccords. Le processus dialectique de l'idéologie produit son altération et non sa fin – comme semble le croire les tenants de la théorie postmoderne qui n'imaginent l'idéologie que dans les formes abattues du communisme stalinien ou des fascismes nationaux – puisque ce sont les formes de pouvoir et de domination altérées qui produiront les formes idéologiques nouvelles.

Il est possible, à partir de ce postulat, d'élaborer d'autres possibilités théoriques que celles qui sont généralement admises concernant l'existence des idéologies et les conséquences du capitalisme libéral en tant qu'idéologie dominante dans l'espace mondialisé. Il est possible de penser le

---

<sup>1</sup> Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions Sociales, 1977, p. 86.

totalitarisme (au travers de certaines prémisses) comme conséquence de ce capitalisme et le rôle joué par les dirigeants politiques, les tenants de l'économie capitaliste mondiale, les médias, journalistes, intellectuels, les artistes (représentants de la consommation culturelle de masse), tous les représentants de la classe dominante, comme étant celui de « producteurs » ou de « distributeurs » des pensées de leur époque, c'est-à-dire des pensées dominantes. En effet, l'idéologie se répand dans les connaissances et les consciences par une information – la propagande – qui vise à son développement. « Il y a propagande lorsque des individus ou des groupes se livrent à une activité d'information volontaire et intéressée dans le but d'influer sur les idées et les comportements d'autrui »<sup>1</sup>. Or l'idéologie, qui n'est plus la « science des idées », a besoin, dans l'élaboration des rapports de forces politiques, de cette partie « informative ». La lutte idéologique, aujourd'hui, est surtout une lutte propagandiste au sein des pays de l'Europe occidentale. Elle l'est devenue, sans doute, au point où elle peut être en partie la cause du désintérêt apparent des populations dominées pour la chose politique. C'est de fait ce qui apparaissait pour être de l'autocontrôle. Pourtant ce printemps a permis de constater que cette chose politique n'était pas enterrée et que les mobilisations sociales ou les mouvements sociaux<sup>2</sup>, puisque ainsi elles sont appelées, pouvaient encore cacher des luttes politiques.

## Mouvement social

Les différents événements que la France a connus ces derniers mois auraient sans doute dû servir d'analyseurs à l'ensemble de ceux que l'on nomme les observateurs de la vie politique. Pourtant, comme souvent, la mobilisation de ce printemps 2006 a étonné et pris de vitesse toutes les institutions et organisations politiques et syndicales. Les partis politiques et les syndicats de travailleurs qui avaient laissé, à l'été, se mettre en place l'ordonnance sur le CNE (Contrat nouvelle embauche), s'apprêtaient, sans doute, à agir identiquement avec la loi dite de l'égalité des chances et l'article concernant le CPE. Depuis de nombreuses années, les occasions manquées de mobilisation avaient d'ailleurs permis de poser cette question de la disparition du politique, l'apparence prenant parfois l'aspect de la réalité. Les théories les plus fumeuses et parfois les plus honteuses viennent d'ailleurs à l'appui de cette démonstration : ainsi la théorie de la hausse du pouvoir d'achat, celle de l'équilibre toujours retrouvé des sociétés de marché, celle de la disparition des classes sociales et particulièrement de la

---

<sup>1</sup> Jean-Marie Denquin, *Science politique, op. cit.*, p. 216.

<sup>2</sup> Voir Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2005.

classe ouvrière<sup>1</sup>, par exemple, qui seraient les causes de la disparition des luttes de classes et des grandes mobilisations politiques. Si certaines de ces théories ne sont pas niées tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, il semble pourtant que depuis la fin des années 60, les crises sociétales – économiques, politiques et sociales – se succèdent, modifiant le rapport individuel et collectif à la notion de progrès et sans doute de bonheur. Le rapport au travail a changé sans pour autant passer dans ce que la propagande idéologique, justement, nomme la société du loisir. Car, il faut le rappeler, ce n'est pas le loisir qui structure en tant que tel la société mondialisée mais bien le travail, dans sa forme apparente, qu'il soit proposé en suffisance ou qu'il apparaisse en négatif par l'intermédiaire du chômage ou de la non activité. Certaines sociétés peuvent d'ailleurs être considérées comme des sociétés de non travail, non pas qu'elles soient pour autant devenues des sociétés de loisirs mais ni le travail salarié, ni les autres formes de travail ne sont suffisantes pour permettre aux populations non seulement l'épanouissement individuel et collectif mais même la dignité voire la survie.

Le rapport au travail est donc primordial dans l'équilibre sociétal et l'évolution capitaliste qui mène aujourd'hui vers des formes de flexibilité, de mobilité, de précarité croissantes ne permet pas la sérénité et l'épanouissement des populations. Les contradictions internes au processus capitaliste, qui génèrent l'accroissement de certaines richesses alors que l'immense majorité de la population du globe tend à s'appauvrir ou à se paupériser<sup>2</sup>, engendrent des conséquences jusqu'ici non pensées ou inédites. Ainsi, le mouvement de novembre 2005, dans les banlieues des grandes zones urbaines, notamment, est aussi la marque du manque d'avenir visible pour toute une génération qui doute et voit s'accroître les risques d'exclusion sociale, économique, religieuse, culturelle. Ces bandes qui se forment sont les excroissances violentes d'une société qui bouche les possibles de sorties vers l'avenir et propose comme mode de fonctionnement la compétition et l'envie. Tout cela procure à bon compte la légitimation des violences. Il est d'ailleurs remarquable que lors des grandes manifestations contre le CPE, principalement à Paris, des bandes organisées comme des meutes de loups remontaient ou descendaient les

---

<sup>1</sup> Il est intéressant de ce point de vue de lire l'ouvrage de la sociologue Michèle Lamont, *La Dignité des travailleurs. Exclusion, race, classe et immigration en France et aux États-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, où l'auteur nous fait part de sa rencontre avec une classe qui est censée ne plus exister. Elle y découvre des modes de vie, des défenses de classe, des stratégies identitaires. Sur le même mode il est possible de lire l'ouvrage de Pierre Bourdieu (sous la direction de), *La Misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil, 1993.

<sup>2</sup> La paupérisation s'entend au sein du processus de production capitaliste et donc dans le processus d'occidentalisation du monde. Les possibilités de travail et de survie sont différentes entre les sociétés paysannes et les sociétés industrialisées consuméristes.

cortèges en courant, créant une panique propice au choix de la brebis qui se fera dépouiller. Pure violence ? Non, envie liée à l'existence d'une dépendance vis-à-vis de la société de consommation et mise en compétition facile. Autrement dit, le système capitaliste produit des pathologies sociales pour ceux qui ne travaillent pas comme pour ceux qui travaillent et qui subissent au quotidien la pression de la perte potentielle d'emploi, de la sous-rémunération, de la flexibilité, de la mobilité. Croire que l'existence de ces bandes ne respectant en rien les formes d'altérité et les règles de l'être-là-au-monde collectif est un épiphénomène de délinquance est se tromper dangereusement. Au sud-ouest des États-Unis et au cœur de l'Amérique centrale existent aujourd'hui des « maras », des communautés de rues, des bandes, qui regroupent plusieurs milliers de jeunes prêts à tout pour défendre leur territoire, leur identité et leur place dans le groupe. Ces maras ne se contentent pas de s'agresser les unes les autres, elles déstabilisent les gouvernements et continuent la déliquescence entamée par ailleurs des sociétés de ces régions<sup>1</sup>, elles apparaissent d'ailleurs dans les quartiers les plus abandonnés par l'État et la solidarité collective.

Le travail de l'idéologie capitaliste qui visait à faire baisser les « risques » de mobilisation collective a, dans un premier temps, réussi puisque le nombre de journées de grève a drastiquement baissé ces cinquante dernières années. Pourtant cela ne relève nullement de la reconnaissance d'un plus grand bonheur mais sans doute de la pression de plus en plus forte mise sur les épaules des salariés qui craignent pour leur emploi. Plusieurs raisons ou événements permettent d'aller en ce sens :

a) Les nouveaux accords sur les services minimums dans le service public de transport réduisent substantiellement le champ d'application du droit de grève et son efficacité. Mais les attaques contre le droit de grève peuvent encore être plus radicales lorsque, par exemple, les chauffeurs routiers peuvent se voir retirer leur permis de conduire en cas de grève et de manifestations.

b) Les grèves se constituent de plus en plus en mouvements corporatistes (les retraités des chemins de fer, les enseignants du premier degré, les chauffeurs routiers, etc.) mais, de manière contradictoire, les corporations ont de moins en moins de sens car elles sont de plus en plus éclatées (c'est le mouvement d'atomisation ou, dit plus diplomatiquement,

---

<sup>1</sup> Voir l'ouvrage de Frédéric Faux, *Les Maras, gangs d'enfants. Violences urbaines en Amérique centrale*, Paris, Autrement, 2006 ; L'estimation (car ces mouvements fonctionnent clandestinement) basse du nombre de mareros ferait état de 70 000 membres alors que l'estimation haute serait de 200 000. Nous sommes donc en présence de véritables armées délinquantes.

d'auto-nomisation des individus). Ainsi, les mouvements ont de moins en moins d'efficacité, aidés en cela par les politiques internationales.

c) Les stratégies des organisations non gouvernementales internationales visent à détruire toute forme unitaire de contestation en s'appuyant sur l'individualisme. C'est ainsi que seule la France a tenté pour l'instant de créer des contrats de travail de type CPE ou CNE mais, par ailleurs, en Angleterre le gouvernement travailliste a permis aux entreprises privées de devenir les gestionnaires des établissements publics d'éducation. Chacun avance à son rythme sur des réformes différentes de celles de ses voisins, charge à chacun d'arriver en temps et en heure à la fin de la réforme totale pour ne pas se faire taper sur les doigts par la Commission européenne. À titre d'exemple, les propositions de l'OCDE sont étonnantes par leur cynisme et leur radicalité. Ainsi est-il écrit dans les *Cahiers de politique économique* que « si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de services, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités [...]. Les familles réagiront à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population »<sup>1</sup>. Les stratégies des institutions internationales visent donc bien à démanteler toute tentative de mobilisation.

d) De ce point de vue, il n'est pas inutile de rappeler combien la communauté universitaire (une avant-garde ?), les enseignants-chercheurs, s'il s'agit d'une communauté, est passée totalement à côté du sujet en ce printemps 2006. Plusieurs hypothèses peuvent être émises mais la plus sérieuse semble être la modification même de nature de la population chargée de la recherche en France. Si la science implique d'aller, de manière révolutionnaire<sup>2</sup>, contre les connaissances vulgaires ou admises, contre ce qui est entendu, ce qui est proposé aujourd'hui est, à l'inverse, de ne produire que des connaissances totalement intégrées, attendues, dans le processus de production c'est-à-dire dans le processus idéologique dominant. Si, comme il est possible de l'admettre, l'être social détermine la conscience sociale, alors l'enseignant-chercheur universitaire intégré dans le

---

<sup>1</sup> Christian Morisson, « la faisabilité politique de l'ajustement », in *Cahiers de politique économique*, n° 13, OCDE, Centre de développement de l'OCDE, 1996.

<sup>2</sup> Voir Patrick Vassort, « Pour une épistémologie de la sociologie du sport », in Patrick Vassort (sous la direction de), *Les Irréductibles*, n° 4, (« L'institution du sport »), Saint-Denis, Université Paris VIII, juin-juillet 2004.

processus de production capitaliste sera porteur de l'idéologie capitaliste. De la sorte, les radicalités idéologiques s'opposant aux idéologies dominantes tendent à disparaître de l'université. Ceci explique pour partie l'absence massive de ces personnels lors de ces mouvements et de l'ensemble des mouvements ayant remué l'université ces dernières années<sup>1</sup>.

Pourtant, face à ces freins, la population estudiantine et lycéenne a réussi à mobiliser sur des thèmes plus larges que ne le laissaient croire hommes politiques et médias, en accord pour l'occasion. En effet, la lutte entreprise par les étudiants ne se limitait pas au retrait du CPE mais embrassait la totalité de la problématique sur la précarité (ce qui explique d'ailleurs la continuité de certains mouvements après le retrait du CPE) et donc sur la gestion des contrats de travail, le développement même du travail et sur la philosophie du salariat au sein de nos sociétés. La lutte, de fait, est devenue idéologique dès lors qu'elle ne correspondait pas uniquement à la défense d'intérêts corporatistes et qu'elle proposait l'affrontement entre deux visions du monde, entre deux politiques différentes. En l'espèce, la politique gouvernementale est sans doute de venir concurrencer à nouveau certains pays au sein de la compétition économique internationale en formant des générations nombreuses sur des métiers du tertiaire jusqu'au niveau licence tout en refermant la possibilité d'aller vers un doctorat. Ainsi, la sortie de l'université ne peut être que douloureuse pour des étudiants qui devront subir la pression économique et sociale du surnombre et accepter sans doute une baisse des salaires puisque il s'agit de l'un des éléments majeurs dans le processus de production et dans la compétition économique, les délocalisations en étant la preuve.

La lutte des étudiants s'inscrit, et c'est à remarquer, non pas contre l'État, mais tout au contraire pour la réaffirmation de la présence de l'État contre le libéralisme<sup>2</sup>. Les étudiants s'inscrivent assez bien dans ce que Pierre Clastres a lui-même remarqué : « quand, dans la société primitive, l'économie se laisse repérer comme un champ autonome et défini, quand l'activité de production devient travail aliéné, comptabilisé et imposé par ceux qui vont jouir des fruits de travail, c'est que la société n'est plus primitive, c'est qu'elle est devenue une société divisée en dominants et dominés, en maîtres et sujets, c'est qu'elle a cessé d'exorciser ce qui est

---

<sup>1</sup> La réforme dite du LMD (Licence, Master, Doctorat) en est la parfaite illustration. La déconstruction totale du modèle universitaire français n'a pas ému outre mesure les universitaires alors que le LMD et les diplômes sans référentiel national sont un drame pour la qualité de nombreuses formations qui sont devenues totalement fantaisistes.

<sup>2</sup> Ainsi s'inverse la proposition faite par Pierre Clastres puisque la société redemande, au moins partiellement de l'État. Voir Pierre Clastres, *La Société contre l'État. Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1974.

destiné à la tuer : le pouvoir et le respect du pouvoir»<sup>1</sup>. Car cet agir ensemble intentionnel avait pour finalité d'exorciser à nouveau le pouvoir et le respect du pouvoir tel qu'il se présente aujourd'hui en Europe, non pas en tant que pouvoir mais en tant que pouvoir politique coercitif. Comme le fait remarquer justement Pierre Clastres, la coercition ne se trouve pas dans le pouvoir en tant que tel mais dans le fait que ce pouvoir propose de l'innovation sociale ou ce que l'on appelle aujourd'hui des réformes sociales puisque la réforme est alors la représentation du pouvoir. C'est dans cette volonté de modification sociale que se trouve le pouvoir coercitif et l'innovation en est le fondement<sup>2</sup>. La perversion des formes de pouvoir politique occidentales fait parfois face à ces volontés d'exorciser et sans doute que le « non » au référendum avait, par ailleurs et déjà, cette fonction d'exorciser les projets libéraux qui tendent à rendre de plus en plus superflus les individus en donnant des pouvoirs coercitifs à des institutions non connues et non reconnues<sup>3</sup>.

Les différentes formes d'exclusions – sociales, économiques, politiques, religieuses, culturelles, géographiques – sont la marque des crises successives qui s'enracinent profondément dans le monde occidental et, fondamentalement, le mouvement du printemps 2006 luttait contre ces formes d'exclusions qui deviennent potentielles pour chaque individu et qui vont à l'encontre de la philosophie républicaine. Ainsi les chemins de la réflexion menaient vers trois strates différenciées du politique en prenant en compte la réalité internationale. La première strate s'inscrivait donc dans la réalité de la politique européenne de destruction des services publics d'éducation, de santé, de transport, de l'État providence. La seconde reposait sur le niveau national et l'action gouvernementale qui vise à répondre aux exigences des organisations internationales en termes de budget, d'organisation politique et économique ainsi qu'à l'idéologie et l'identité du pouvoir politique en place. La troisième était liée aux

---

<sup>1</sup> *Ibidem*, 4<sup>e</sup> de couverture.

<sup>2</sup> Voir *Ibidem*, pp. 7-24. À *contrario*, les malheureux en désaccord avec les réformes proposées passent, selon le discours propagandiste, comme de dangereux archéo-gauchistes ou de poussiéreux marxistes puisque l'une des bases de l'idéologie capitaliste est que la modernité politique a besoin de réformes perpétuelles pour être ajustée aux besoins de l'économie.

<sup>3</sup> Les exemples de ces institutions ayant ces pouvoirs coercitifs sont nombreux mais il est possible de citer l'OCDE, la Commission européenne, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, la Table ronde des entrepreneurs européens... Chacune de ces institutions, très éloignée du quotidien, tire des plans sur la comète du rendement, de la productivité et du profit capitaliste, en proposant/imposant des réformes qui modifient la quotidienneté des individus, jouant avec leur avenir, leurs peurs, leur dignité, leur humanité...

conditions locales de soutien ou d'opposition à la grève et aux formes d'action imposées par les grévistes. Dans de nombreuses universités les luttes et les affrontements entre les « bloqueurs » et les « anti-bloqueurs », parfois liés à l'extrême droite ou au royalisme, permettaient de rendre visible la dimension politique du conflit. De même certaines présidences d'université, certains directeurs d'UFR ou de département, certains responsables de diplômes perdirent leur sang froid et conseillèrent aux étudiants de reprendre les bâtiments sans se soucier des risques de débordements susceptibles d'entraîner des blessures. Les mêmes faisaient parfois passer les grévistes pour des irresponsables, n'hésitant pas à les stigmatiser par des propos diffamatoires. Mais comme le faisait justement remarquer Léon Trotsky, et en forme de leçon, « qui calomnie les victimes collabore avec le bourreau »<sup>1</sup>. En l'espèce, la collaboration fut, par endroit, très étroite, ce qui contribue à la relance du jeu politique et à la visibilité des idéologies tout en modifiant parfois le statut des élus (en tant qu'enseignants-chercheurs) qui deviennent, au mieux les hommes et femmes de main du pouvoir politique, au pire de vulgaires rampants.

De plus, la lutte généralisée contre les formes de précarisation est également une lutte contre les formes de pauvreté, contre la lutte institutionnalisée de tous contre tous, contre la compétition outrancière et névrotique, contre le capitalisme. Les étudiants ont retracé les chemins de lutte qui mènent au soutien de tous les « sans » – papiers, logements, travail, nationalité... – et ceux qui sont identifiés par des termes barbares – les CNE, les Rmistes... – en ayant pour ligne de mire et de défense ceux qui s'appauvrissent, se paupérisent tels ceux que l'on nomme déjà les « working-poors », à savoir ces individus qui, malgré leur travail n'arrivent pas à subvenir à leur besoin, passent sous le seuil de pauvreté et vivent, comme c'est le cas le long du périphérique parisien, dans des cabanes de fortune ou dans la forêt de Meudon<sup>2</sup>. 25 % de la population américaine serait sous le seuil de pauvreté et 10 % de la population française. Mais les étudiants n'ont pas besoin de ces chiffres pour observer la pauvreté puisque cette dernière est une réalité pour ceux d'entre eux qui passent une partie de l'année sans logement, à vivre dans un gymnase ou dans un camping<sup>3</sup>, en attendant un geste des autorités administratives qui parfois ne vient jamais.

Alors ils savent combien l'identité est fragile lorsque le quotidien présent et à venir est trouble. Comme le remarque Eugène Enriquez, « les

---

<sup>1</sup> Léon Trotsky, *Leur morale et la nôtre*, Paris, Les Éditions de la Passion, 1994, p. 31.

<sup>2</sup> Observations personnelles et entretiens.

<sup>3</sup> Situations connues dans de nombreuses villes universitaires comme Montpellier, Nantes, Caen et sans doute bien d'autres. Il faut d'ailleurs ici rendre hommage aux étudiants militants qui combattent pour améliorer le quotidien des étudiants les plus démunis allant, quand ils le peuvent, jusqu'à les loger chez eux.

gens qui n'ont plus de travail sont déprimés par manque d'argent, mais également ou davantage parce qu'ils perdent leur identité»<sup>1</sup>. Pour les étudiants en lutte en ce printemps, il s'agit bien d'identité car ils perçoivent trop combien les projets politiques visent à la réification de cohortes, *quasi* pleines, de futurs employés sur des travaux sans qualités<sup>2</sup> où l'identité professionnelle sera forcément précaire. Eugène Enriquez pointe ce risque lorsque l'individu ne peut plus être pensant. Ainsi écrit-il à propos des individus se livrant, en groupe à des violences qui ne sont que pure négativité sans réelle finalité : « c'est une manière déplaisante de réagir aux conditions de l'ensemble de la société qui, tout en disant qu'elle fonctionne aux travers d'idéaux, ne nous donne comme idéaux et comme valeur que le marché et la rationalité instrumentale qui l'accompagne, les individus n'étant considérés que par rapport à leur utilité économique contingente au travers de la rentabilité qu'ils peuvent assurer, de l'argent qu'ils peuvent dépenser. Ils sont ainsi réifiés, et se considèrent eux-mêmes plus ou moins comme des marchandises. C'est ce qu'on apprend aux individus qui tentent d'aller sur le marché du travail : "comment se vendre". Comment peuvent-ils alors se livrer à des activités de pensée, de liaison ? Comment pourraient-ils être proche d'eux-mêmes et prêts à investir ? »<sup>3</sup>. Or « l'identité, c'est l'existence. Pour se sentir exister, il faut pouvoir se dire qui on est, avec qui on est semblable, de qui on est reconnu. [...] Dès que cela est mis en question, c'est l'angoisse, l'affolement : dépression, régression, violence »<sup>4</sup>. La situation décrite est effectivement génératrice de pathologie sociale. La réification des individus est une atteinte aux identités individuelles et collectives et cela génère des montées de violences politiques ou sociales.

Le choix des étudiants est, en l'espèce, la politisation de l'espace public puisque leurs modes d'action visaient tout aussi bien à rendre visible leur mécontentement et leurs revendications qu'à porter atteinte, pour toucher au but, aux structures économiques locales. L'organisation même de la lutte montre combien l'organisation était politique et peut-être que les mouvements à venir ne feront que de confirmer cette tendance. Ainsi les étudiants et lycéens ont fait prévaloir l'organisation des assemblées générales ainsi que la légitimité des décisions prises au sein de ces instances. Les tentatives d'opposition portées par des enseignants ou des

---

<sup>1</sup> Eugène Enriquez et Claudine Haroche, *La Face obscure des démocraties modernes*, Ramonville Saint-Agne, Érès, 2002, p. 32.

<sup>2</sup> Voir Richard Sennett, *Le Travail sans qualités. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel, 2000.

<sup>3</sup> Eugène Enriquez et Claudine Haroche, *La Face obscure des démocraties modernes*, *op. cit.*, p. 49.

<sup>4</sup> Jacqueline Barus-Michel, « Discussion », in Max Pagès (sous la direction de), *La Violence politique*, Ramonville Saint-Agne, Érès, 2003, p. 105.

présidences d'université faisaient face à l'histoire politique de la Nation française qui, dans sa phase moderne, s'est réalisée au travers d'assemblées « générales », devenues législatives pour constituantes et nationales<sup>1</sup>. Certaines assemblées générales avaient pris le titre d'assemblées de ville pour signifier qu'elles étaient ouvertes à tous et que, de fait, le corporatisme n'était pas de mise lors de ces manifestations.

Afin de préparer les grandes manifestations, les grandes journées nationales, le mouvement s'était structuré en coordination nationale avec des ramifications locales qui se divisaient en commissions (commission de lutte, commission action, commission médias...). Ces dernières avaient pour mission d'organiser les mouvements (manifestations, actions d'occupation, blocages de voies de communication, d'institutions économiques...) sur toutes les régions et, donc, de mettre la pression sur l'ensemble du territoire.

Le point d'orgue de ces actions, sans doute, était l'occupation des locaux universitaires puisque ceux-ci sont redevenus des centres de débats scientifiques et politiques permettant, ce qui n'arrive plus depuis longtemps, les échanges intellectuels entre les différentes catégories de personnel des universités, les étudiants et des salariés, des chômeurs, des intermittents du spectacle, des sans-abris. Le mouvement était un retour de visibilité du politique puisque la société était à nouveau assemblée pour discuter et échanger sur les désirs sociétaux des uns et des autres. Cela ressemblait, toutes proportions gardées, au grand mythe révolutionnaire de la réunion de la Nation assemblée pour assister au même banquet ou aux mêmes fêtes (la Fête de la Fédération par exemple)<sup>2</sup>. Cela n'est sans doute pas le moindre mérite de ce mouvement que d'avoir réussi à faire se renouer des dialogues hautement improbables il y a encore quelques semaines. Du coup, les prises de position de quelques hommes politiques dépassés par les événements restent dans l'espace de l'anecdote. Ainsi, la posture qui voudrait que le pouvoir ne vienne pas de la rue mais des hommes élus démocratiquement fait l'impasse sur l'existence démocratique des rapports de forces politiques, des conditions de leur élaboration et de leur expression, et de la volonté populaire ici et maintenant. Ceci, d'ailleurs, est

---

<sup>1</sup> Voir par exemple François Furet et Mona Osouf (sous la direction de), *Dictionnaire critique de la révolution française*, Paris, Flammarion, 1988. Je dois rappeler à tous ceux qui pensent que les AG ne sont pas démocratiques que les assemblées provinciales furent débordées par les premières assemblées révolutionnaires (1788) qui n'étaient pas des institutions officielles mais le résultat d'un processus conflictuel, d'un rapport de forces.

<sup>2</sup> Voir par exemple Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Éditions du Seuil, 1986 ; Adolphe Thiers, *Histoire de la Révolution française*, tome 1, Paris, 1839 ; ou Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, tome 2, Paris, La Librairie de l'Humanité, 1922.

l'un des principaux freins politiques aux situations insurrectionnelles ou révolutionnaires. Ce terme est d'ailleurs devenu totalement pornographique au sein des milieux de la gauche gouvernementale qui se trouve bien plus proche de la Sociale démocratie que d'un socialisme révolutionnaire.

L'une des conséquences de ce mouvement aura également été d'étendre à nouveau le spectre des débats politiques vers des gauches plus à même de proposer des projets alternatifs et de défendre les populations dominées de France et d'ailleurs. Car la théorisation, par Léon Trotsky, des situations insurrectionnelles est à nouveau comprise. Ainsi ce dernier écrivait-il qu'« il n'y a pas de frontières infranchissables entre la pacifique lutte des classes et la révolution. Chaque grève contient en germe tous les éléments de la guerre civile. Les deux partis en présence s'efforcent de se donner mutuellement une idée exagérée de leur degré de résolution et de leurs ressources. Grâce à leur presse, à leurs agents et à leurs mouchards, les capitalistes cherchent à intimider et démoraliser les grévistes »<sup>1</sup>. C'est, fondamentalement, ce qui est arrivé lors du mouvement contre la précarité. Les formes d'opposition ont montré une reprise de la lutte des classes et les possibles formes révolutionnaires à venir qui ne seront peut-être pas identiques à celles qui étaient connues jusqu'alors car, indéniablement, les formes de consciences politiques ont aujourd'hui fait un important pas en avant. Sans doute que les étudiants et lycéens se reconnaîtraient lorsque Siegfried Kracauer écrit que les « conditions sociales propres au prolétariat prévalent aussi pour de larges couches d'employés. Il s'est constitué une armée industrielle de réserve des employés. S'il s'agit pour certains d'un phénomène temporaire, d'autres au contraire tiennent que ce phénomène ne disparaîtra qu'avec le système qu'il l'a engendré »<sup>2</sup>. Comment ne pas voir dans le travail de Siegfried Kracauer, où pas une ligne n'est à modifier, un étrange parallèle entre la situation de l'Ouest européen actuel et celle de l'Allemagne du début des années 30 en ce qui concerne l'emploi, le mode de vie, les désirs de la population, la réification des individus, la « superficialisation » du quotidien, la spectacularisation de ce dernier ?

Daniel Cohn-Bendit a, depuis quelques semaines, terriblement vieilli, lui qui écrivait en titre d'ouvrage, il y a quelques années, « nous l'avons tant aimée la révolution »<sup>3</sup>. Signifiant qu'il n'est même plus prêt à s'engager dans une lutte de classe, il a été finalement, comme toute sa génération, exorcisé. La lutte politique et idéologique qui redevient visible avec une génération d'étudiants et de lycéens « conscientisés » est une lutte

---

<sup>1</sup> Léon Trotsky, *Leur morale et la nôtre*, op. cit., p. 40.

<sup>2</sup> Siegfried Kracauer, *Les Employés. Aperçus de l'Allemagne nouvelle (1929)*, Paris, Avinus, 2000, p. 29.

<sup>3</sup> Dany Cohn-Bendit, *Nous l'avons tant aimée, la révolution*, Paris, Bernard Barrault, 1986.

contre une certaine forme de ce qu'était Mai 68 : l'émergence de l'individu, la lutte contre l'État, un certain communautarisme et culturalisme.

Si l'on suit Carl von Clausewitz, la guerre est la continuation des rapports politiques, donc tout conflit est un rapport politique, un rapport au politique et permet la mise en exergue de visions du monde différentes. L'idéologie dominante étant l'idéologie de la classe dominante, la lutte contre le CPE, le CNE, la loi dite d'égalité des chances est une lutte idéologique contre l'idéologie libérale, qui est dominante, mais aussi et surtout contre la classe dominante qui supporte et développe cette idéologie. De ce fait, le retrait du CPE n'est qu'une infime victoire dans la lutte contre la précarité, la réification des individus, l'idéologie et la classe dominantes. La principale question désormais est la suivante : pourquoi la population, qui semblait accepter la soumission envers les partis et les hommes de gouvernements, ce qui était assimilé par ces derniers puisqu'ils excluaient toute pulsion agressive envers leur politique ou leur personne, fait-elle à nouveau apparaître desirs et enjeux individuels et collectifs ? Il faudra répondre à cette question pour éviter d'autres contestations plus radicales.

**Patrick Vassort**

**Sociologue**

**Maître de conférences en STAPS à l'université de Caen.**